



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.484/4
du 12 mars 2025

advies 77.484/4
van 12 maart 2025

sur

over

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale – Erratum BRUGEL et abonnement Vélo, et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022 portant le statut administratif et pécuniaire des agents de Bruxelles gaz Électricité'

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Erratum BRUGEL en fietsabonnement, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussel Gas Elektriciteit'

Le 12 février 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale – Erratum BRUGEL et abonnement Vélo, et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022 portant le statut administratif et pécuniaire des agents de Bruxelles gaz Électricité'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 12 mars 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mars 2025.

*

Op 12 februari 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – Erratum BRUGEL en fietsabonnement, en van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussel Gas Elektriciteit'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 12 maart 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 maart 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait qu'à la suite des élections du 9 juin 2024, le Gouvernement ne dispose plus, depuis cette date, de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il apparaît que le projet examiné a été complété par rapport au texte soumis à l'Inspecteur des Finances. En effet celui-ci n'a été saisi, le 5 septembre 2024, que des modifications apportées à l'arrêté du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale', et non de celles apportées à l'arrêté du 29 septembre 2022 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents de Bruxelles gaz Électricité (BRUGEL)', qui résultent de l'avis de BRUGEL du 14 novembre 2024 (chapitre 2 du projet contenant les articles 4 à 6). Interrogé à ce propos, le délégué a répondu :

« Pour ce qui est de l'absence d'avis IF sur les ajouts relatifs au Statut BRUGEL, cela est dû au fait que ces ajouts – effectivement postérieurs à l'avis de l'IF – ont été fait suite à une demande expresse de BRUGEL de profiter de la modification proposée afin d'assurer la sécurité juridique de leur propre Statut en 'remettant' les dispositions problématiques dans leur texte initial, de sorte que cela ne nous a pas paru nécessaire vu qu'ils avaient, en tout état de cause, déjà été soumis à l'IF (sur le fond) dans le cadre de l'adoption de l'arrêté du 29 septembre 2022 ».

Les dispositions du chapitre 2 étant susceptibles d'avoir une incidence financière, elles doivent être soumises à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget ¹. L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de ces formalités.

¹ Conformément aux articles 25, 3^o, et 49, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2024 'relatif au contrôle administratif et budgétaire de l'entité régionale'.

Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État sur des points autres que de pure forme et ne résultant pas des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

INTITULÉ

Les mots « – Erratum BRUGEL et abonnement Vélo » seront omis.

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu de viser également l'article 30^{quinq}ies, § 1^{er}, de l'ordonnance du 19 juillet 2001 'relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale', au titre de fondement juridique du projet.
2. Le préambule sera complété par le visa de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022, que le chapitre 2 du projet modifie ².

DISPOSITIF

Article 1^{er}

1. Il sera précisé que l'article 14^{bis} a été inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022.
2. Le mot « supprimé » sera remplacé par le mot « abrogé » ³.

Article 2

Il sera précisé que l'article 99, alinéa 1^{er}, 1^o, a été modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 29.

³ *Ibidem*, formule F-4-2-2-2.

Article 3

Il sera précisé que l'article 402, § 2, a été remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023.

Article 4

L'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022, qui insère un article 14*bis* dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018, est entré en vigueur le 8 décembre 2022. Il est dès lors inutile d'abroger cette disposition modificative et il convient de se limiter à abroger l'article 14*bis*, comme l'article 1^{er} du projet y procède.

L'article 4 sera omis.

Article 5

L'article 5 insère dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 septembre 2022 un article 32*bis* qui reproduit le contenu de l'article 14*bis* de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018, que le projet abroge en son article 1^{er}. Toutefois, l'arrêté du 29 septembre 2022 ne traite pas du Service des litiges, si bien que l'article 32*bis* en projet n'est pas compréhensible sans, à tout le moins, un renvoi aux dispositions qui organisent ce service.

Invité à revoir l'article 32*bis* en projet en ce sens, le délégué a proposé la formulation suivante :

« Les membres du Service des litiges [...] visé à l'article 30*novies* de l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale sont désignés parmi le personnel de BRUGEL pour un délai qui ne peut être inférieur à trois ans ».

La première phrase de l'article 32*bis* en projet sera revue en ce sens.

Article 7

La section de législation n'aperçoit pas de raison de déroger aux règles usuelles d'entrée en vigueur des textes réglementaires. L'article 7 sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de verkiezingen van 9 juni 2024 tot gevolg hebben dat de regering sedert die datum niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat nagegaan wordt of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid ingepast kan worden, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het voorliggende ontwerp blijkt aangevuld te zijn in navolging van de tekst die voorgelegd is aan de inspecteur van Financiën. Deze laatste is op 5 september 2024 immers enkel om advies verzocht over de wijzigingen aangebracht in het besluit van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en niet over de wijzigingen aangebracht in het besluit van 29 september 2022 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van Brussel Gas Elektriciteit (BRUGEL)’, die voortvloeien uit het advies van BRUGEL van 14 november 2024 (hoofdstuk 2 van het ontwerp waarin de artikelen 4 tot 6 opgenomen zijn). Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Pour ce qui est de l’absence d’avis IF sur les ajouts relatifs au Statut BRUGEL, cela est dû au fait que ces ajouts – effectivement postérieurs à l’avis de l’IF – ont été fait suite à une demande expresse de BRUGEL de profiter de la modification proposée afin d’assurer la sécurité juridique de leur propre Statut en ‘remettant’ les dispositions problématiques dans leur texte initial, de sorte que cela ne nous a pas paru nécessaire vu qu’ils avaient, en tout état de cause, déjà été soumis à l’IF (sur le fond) dans le cadre de l’adoption de l’arrêté du 29 septembre 2022.”

Aangezien de bepalingen van hoofdstuk 2 een financiële weerslag kunnen hebben, moeten ze om advies aan de inspecteur van Financiën en om akkoordbevinding aan de minister van Begroting voorgelegd worden.¹ De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat die vormvereisten naar behoren vervuld worden.

¹ Overeenkomstig de artikelen 25, 3°, en 49, eerste lid, 2° en 3°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 mei 2024 ‘betreffende de administratieve en begrotingscontrole van de gewestelijke entiteit’.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan die niet louter vormelijk zijn en die niet het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

De woorden “– Erratum BRUGEL en fietsabonnement” moeten weggelaten worden.

AANHEF

1. Als rechtsgrond van het ontwerp dient eveneens artikel 30*quinquies*, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 2001 ‘betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ vermeld te worden.
2. De aanhef moet aangevuld worden met de verwijzing naar het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 dat bij hoofdstuk 2 van het ontwerp gewijzigd wordt.²

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 14*bis* ingevoegd is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022.
2. Het woord “geschrapt” moet vervangen worden door het woord “opgeheven”.³

Artikel 2

Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 99, eerste lid, 1°, gewijzigd is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022.

² *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 29.

³ *Ibidem*, formule F-4-2-2-2.

Artikel 3

Er dient gepreciseerd te worden dat artikel 402, § 2, vervangen is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023.

Artikel 4

Artikel 4 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 dat een artikel 14*bis* invoegt in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018, is in werking getreden op 8 december 2022. Het is dan ook nutteloos om die wijzigingsbepaling op te heffen en men dient zich te beperken tot het opheffen van artikel 14*bis*, zoals dat gebeurt bij artikel 1 van het ontwerp.

Artikel 4 moet weggelaten worden.

Artikel 5

Artikel 5 voegt in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 september 2022 een artikel 32*bis* in dat de inhoud overneemt van artikel 14*bis* van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018, dat bij artikel 1 van het ontwerp opgeheven wordt. Het besluit van 29 september 2022 handelt evenwel niet over de Geschillendienst zodat het ontworpen artikel 32*bis* niet te begrijpen valt indien niet op zijn minst verwezen wordt naar de bepalingen waarbij die dienst georganiseerd wordt.

Naar aanleiding van het verzoek om het ontworpen artikel 32*bis* in die zin te herzien heeft de gemachtigde de volgende formulering voorgesteld:

“De leden van de Geschillendienst (...) bedoeld in artikel 30*novies* van de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden benoemd onder het personeel van BRUGEL voor een periode die niet korter mag zijn dan drie jaar.”

De eerste zin van het ontworpen artikel 32*bis* moet aldus herzien worden.

Artikel 7

De afdeling Wetgeving ziet geen reden om af te wijken van de gebruikelijke regels voor het in werking treden van verordenende teksten. Artikel 7 moet weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO